



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

Axr 731

**Arrêté du 27 octobre 2020  
mettant en demeure le SIVOM de l'agglomération mulhousienne  
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement  
pour son site de Sausheim**

Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-132-5 du 12 mai 2005, portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) pour l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux, par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne sur le site de Sausheim ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-116-5 du 26 avril 2010, portant prescriptions complémentaires au SIVOM de l'agglomération mulhousienne, relatives à l'exploitation de l'usine d'incinération de Sausheim ;

VU le rapport du 14 octobre 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées (DREAL) ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 15 septembre 2020, il a été constaté que le poteau incendie supplémentaire prévu à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2010 précité, n'avait pas été installé,

Considérant que cet équipement contribue à la sécurité du site,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente*

*met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »,*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTÉ**

Article 1<sup>er</sup> : le SIVOM de l'agglomération mulhousienne, dont le siège social est situé au 35 avenue Kennedy à Mulhouse Cedex – BP 2287- (68008), est mis en demeure **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter pour ses installations implantées à Sausheim, les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2010 reprises ci-après :

*« (...) pour les besoins d'extinction d'incendie sur le site, trois poteaux incendie normalisés (PI) de diamètre 150 mm doivent être implantés dans un rayon de 100 m.*

*« (..) un poteau d'incendie supplémentaire sera installé dans le site (débit du réseau 90 m<sup>3</sup>/h) »*

Article 2 : en cas de manquement aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 27 octobre 2020

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.